



Revue de presse



Dimanche 07 Janvier 2024



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

LF 2024: remise des affectations budgétaires aux différents départements ministériels



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé, jeudi à Alger, la cérémonie de remise des affectations financières allouées au titre de la loi de finances 2024 aux différents départements ministériels.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Acquisition de véhicules : crédits bancaires de finance islamique couvrant jusqu'à 90% du prix de la voiture

Des banques, publiques et privées, opérant dans le domaine de la finance islamique en Algérie proposent aux clients des prêts pour le financement de l'achat de voitures fabriquées localement, atteignant jusqu'à 90% du prix du véhicule, suite à la relance de l'industrie automobile en Algérie, à travers l'inauguration, en décembre dernier, de l'usine de la marque "Fiat", en attendant l'entrée en production d'autres marques.



Remise des affectations budgétaires aux départements ministériels : Soutien accru au développement et préservation du pouvoir d'achat



Le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a présidé, jeudi à Alger, la cérémonie de remise des affectations financières allouées au titre de la loi de finances 2024 aux différents départements ministériels.

La cérémonie de remise des affectations fixées par la loi de finances 2024, dans le cadre d'un budget «basé sur des programmes et sur la performance», s'est déroulée en présence des secrétaires généraux et des ordonnateurs des différents secteurs ministériels et administrations publiques concernées ainsi que des directeurs centraux au ministère, des PDG des établissements publics et de membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du Conseil de la nation.



Démarche à consolider

Quelle que soit la manière dont on aborde aujourd'hui les problèmes socio-économiques, la question de la préservation et de l'amélioration du pouvoir d'achat est à la fois centrale et incontournable.

Nul n'ignore que la préservation du pouvoir d'achat et son soutien sont un enjeu politique et économique, qu'il est essentiel de relever et de gagner pour sortes de raisons connues de tous.



Zones franches : L'ambition de développer les échanges commerciaux

La création des zones franches peut constituer des atouts pour l'économie algérienne, à travers la promotion de l'investissement et des exportations hors hydrocarbures.

Il s'agit d'offrir des alternatives économiques à l'heure de la diversification, une politique orientée vers la création d'activités de production et des richesses, à travers des avantages accordés aux opérateurs algériens au niveau de ces zones, notamment l'exonération des investissements d'impôts.

Laâziz Faïd à propos de la nouvelle année

«2024 sera celle de la transparence»

Le renforcement de la gestion basée sur le résultat fait partie des priorités du ministère des Finances.



L'année 2024 sera celle de «la poursuite des réformes dans le cadre du renforcement de la transparence des efforts publics», a indiqué avant-hier le ministre des Finances, Laâziz Faïd. Elle sera également celle du «renforcement de la gestion basée sur le résultat dans le but de soutenir l'économie nationale», a-t-il poursuivi.

Le ministre s'est prononcé lors de la cérémonie de remise des affectations financières allouées au titre de la loi de finances 2024, aux différents départements ministériels. Il a souligné en cette occasion que «la LF 2024 s'inscrit dans un contexte caractérisé par le retour de la stabilité de la situation économique, résultant de l'amélioration des indicateurs macroéconomiques à travers l'amélioration des recettes d'exportation et la réalisation d'un excédent commercial».



Foncier industriel

La nouvelle réglementation en vigueur

Un décret fixant les conditions de concession convertible en cession du foncier économique paru au Journal officiel.

Un décret exécutif portant la nouvelle réglementation de l'octroi du foncier industriel aux investisseurs locaux et étrangers a été publié jeudi au Journal officiel. Ce décret fixe les conditions et les modalités de concession convertible en cession du foncier économique relevant du domaine privé de l'État destiné à la réalisation de projets d'investissement.



Crédit automobile

La formule Mourabaha en vedette

Des financements couvrant entre 80 et 90% du prix de la voiture sont proposés.

C'est parti! Plusieurs banques, publiques et privées, se lancent dans le crédit automobile en proposant, à quelques détails près, selon des formules de financement islamique devant permettre au citoyen lambda de posséder «enfin» sa propre voiture (neuve).



Allocation chômage, soutien au logement, subventions...

L'investissement rentable de l'état

Les 457,47 milliards de dinars dépensés sur l'allocation chômage en 2023 ont un rôle économique..

Le président Tebboune a de tout temps insisté sur le rôle social de l'État. Il se réfère à la déclaration du 1er Novembre 1954, mais ne se satisfait pas du seul aspect «charitable» de toute intervention des pouvoirs publics. Il y a dans la vision du chef de l'État une détermination à pérenniser les acquis. Pour ce faire, chaque action doit prétendre à créer de la plus-value, à faire évoluer la société et le pays, à lutter contre des phénomènes dévastateurs de l'économie et de la société.

Acquisition de véhicules

Les banques proposent des crédits «Halal»

Les banques actives dans la finance islamique en Algérie, au nombre de 12, sont prêtes à accompagner les clients pour l'achat de voitures.

Des banques, publiques et privées, opérant dans le domaine de la finance islamique en Algérie proposent aux clients des prêts pour le financement de l'achat de voitures fabriquées localement, atteignant jusqu'à 90% du prix du véhicule, suite à la relance de l'industrie automobile en Algérie, à travers l'inauguration, en décembre dernier, de l'usine de la marque « Fiat », en attendant l'entrée en production d'autres marques. Le chef du département finance islamique au Crédit populaire d'Algérie (CPA), Sofiane Mazari, a précisé, dans une déclaration, que cette banque publique proposait un financement pour l'acquisition de voitures selon la formule « Mourabaha », où le financement peut atteindre jusqu'à 80% du prix de la voiture, relevant que le produit est disponible à travers les différentes agences du CPA.



LF 2024 : Remise des affectations budgétaires aux différents départements ministériels



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé, jeudi à Alger, la cérémonie de remise des affectations financières allouées au titre de la loi de finances 2024 aux différents départements ministériels.



[Laaziz Faïd : « 2024 sera l'année de la transparence »](#)

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a affirmé que l'année 2024 sera l'année de la poursuite des réformes au niveau des institutions de l'État, notamment en matière de transparence, de renforcement de la gestion axée sur les résultats et de promotion de la relance économique.

Supervisant le processus de distribution des enveloppes financières au titre de l'exercice 2024 aux différents secteurs, le ministre a souligné, dans son discours, que son département œuvre « à faire de la réforme budgétaire un succès » et « à consolider les principes des finances publiques stipulés dans les lois amendées, ce qui contribuera à jeter les bases d'une croissance durable de l'économie nationale ».



[Pour travaux de maintenance : Le site de la direction générale des impôts inaccessible](#)

La Direction Générale des Impôts a informé tous ses utilisateurs que son site internet sera hors service afin d'effectuer des travaux de maintenance.

La Direction a indiqué dans un communiqué : «La Direction Générale des Impôts informe tous les utilisateurs du site officiel de la Direction, mfdgi.gov.dz, que ce dernier sera hors service.



[LF 2024: Remise des affectations budgétaires aux différents départements ministériels](#)

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé, jeudi à Alger, la cérémonie de remise des affectations financières allouées aux différents départements ministériels au titre de la loi de finances 2024 .

[Banques: Jusqu'à 90% de crédit pour l'achat d'un véhicule](#)

Depuis l'inauguration, en décembre dernier, de l'usine de la marque «Fiat», et en attendant l'entrée en production sur le territoire national d'autres marques, les banques publiques et privées affichent une à une leur disponibilité à financer l'acquisition de véhicules neufs produits localement, en accordant des prêts « halal » aux clients sous certaines conditions. Ainsi, des banques, publiques et privées, opérant dans le domaine de la finance islamique en Algérie proposent aux clients des prêts pour le financement de l'achat de voitures fabriquées localement, atteignant jusqu'à 90% du prix du véhicule.



[Exercice 2024 : Les affectations budgétaires remises aux ministères](#)

Quelques jours après la publication des dispositions de la loi de finances 2024 dans le journal officiel, les affectations budgétaires pour l'exercice 2024 ont été remises aux différents départements ministériels. Cela permettra aux ordonnateurs de mettre en œuvre le budget sur toute l'année.



[Loi de Finances 2024 : remise des affectations budgétaires aux différents départements ministériels](#)

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé, jeudi à Alger, la cérémonie de remise des affectations financières allouées au titre de la loi de finances 2024 aux différents départements ministériels.

La cérémonie de remise des affectations fixées par la loi de finances 2024, dans le cadre d'un budget "basé sur des programmes et sur la performance", s'est déroulée en présence des secrétaires généraux et des ordonnateurs des différents secteurs ministériels et administrations publiques concernées ainsi que des directeurs centraux au ministère, des PDG des établissements publics et de membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du Conseil de la nation.



Loi De Finances 2024 : Remise Des Affectations Budgétaires Aux Différents Départements Ministériels

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé, jeudi à Alger, la cérémonie de remise des affectations financières allouées au titre de la loi de finances 2024 aux différents départements ministériels.

La cérémonie de remise des affectations fixées par la loi de finances 2024, dans le cadre d'un budget « basé sur des programmes et sur la performance », s'est déroulée en présence des secrétaires généraux et des ordonnateurs des différents secteurs ministériels et administrations publiques concernées ainsi que des directeurs centraux au ministère, des PDG des établissements publics et de membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du Conseil de la nation.



قانون المالية 2024: تسليم الاعتمادات المالية لمختلف الدوائر الوزارية

أشرف وزير المالية لعزیز فايد, اليوم الخميس بالجزائر العاصمة, على مراسم تسليم الاعتمادات المالية المخصصة لمختلف الدوائر الوزارية بموجب قانون المالية 2024.

وجرت مراسم تسليم الاعتمادات المحددة في قانون المالية 2024 في إطار ميزانية "تقوم على البرامج و النجاعة" بحضور الأمناء العامین و الامرین بالصرف لمختلف القطاعات الوزارية و الإدارات العمومية المعنية و كذا المدراء المركزین بالوزارة و الرؤساء المدراء العامین للمؤسسات العمومية و أعضاء من المجلس الشعبي الوطني و مجلس الأمة.

تمويل اقتناء السيارات: البنوك تعرض قروضا إسلامية تصل إلى 90 بالمائة من قيمة السيارة

تعرض بنوك، عمومية و خاصة، تنشط في مجال الصيرفة الإسلامية بالجزائر، على الزبائن قروضا لتمويل اقتناء السيارات المصنعة محليا، تصل إلى 90 بالمائة من قيمة السيارة، وذلك بعد إعادة بعث نشاط صناعة المركبات في الجزائر، من خلال تدشين مصنع "فيات" ديسمبر الماضي، في انتظار مصانع لعلامات اخرى.

وأوضح رئيس قسم الصيرفة الإسلامية بالقرض الشعبي الجزائري، سفيان مزارى، في تصريح ل/وأج، أن هذا البنك العمومي يقترح تمويل اقتناء السيارات بصيغة المرابحة، أين تصل نسبة التمويل إلى 80 بالمائة من سعر السيارة، لافتا الى أن المنتج متوفر على مستوى وكالات البنك.



سنة 2024 ستكون سنة مواصلة الإصلاحات

أشرف وزير المالية لعزیز فايد، اليوم الخميس بالجزائر العاصمة، على مراسم تسليم الاعتمادات المالية المخصصة لمختلف الدوائر الوزارية بموجب قانون المالية 2024.

وجرت مراسم تسليم الاعتمادات المحددة في قانون المالية 2024 في إطار ميزانية "تقوم على البرامج والنجاعة" بحضور الأمناء العامین والأمرین بالصرف لمختلف القطاعات الوزارية والإدارات العمومية المعنية وكذا المدراء المركزین بالوزارة والرؤساء المدراء العامین للمؤسسات العمومية وأعضاء من المجلس الشعبي الوطني و مجلس الأمة.



قانون المالية 2024: تسليم الاعتمادات المالية لمختلف الدوائر الوزارية

أشرف وزير المالية لعزیز فايد، اليوم الخميس بالجزائر العاصمة، على مراسم تسليم الاعتمادات المالية المخصصة لمختلف الدوائر الوزارية بموجب قانون المالية 2024.

وجرت مراسم تسليم الاعتمادات المحددة في قانون المالية 2024 في إطار ميزانية "تقوم على البرامج والنجاعة" بحضور الأمناء العامین والأمرین بالصرف لمختلف القطاعات الوزارية والإدارات العمومية المعنية وكذا المدراء المركزین بالوزارة و الرؤساء المدراء العامین للمؤسسات العمومية وأعضاء من المجلس الشعبي الوطني و مجلس الأمة.



تسليم الإعتمادات المالية لمختلف الدوائر الوزارية

أشرف وزير المالية لعزیز فايد على مراسم تسليم الإعتمادات المالية المخصصة لمختلف الدوائر الوزارية بموجب قانون المالية 2024.

وجرت مراسم تسليم الإعتمادات المحددة في قانون المالية 2024 في إطار ميزانية تقوم على البرامج و النجاعة. بحضور الأمناء العامین و الأمرین بالصرف لمختلف القطاعات الوزارية و الإدارات العمومية المعنية. و كذا المدراء المركزین بالوزارة و الرؤساء المدراء العامین للمؤسسات العمومية. و أعضاء من المجلس الشعبي الوطني و مجلس الأمة.



وزير المالية لعزیز فايد:

2024 ستكون سنة مواصلة الإصلاحات لتعزيز الشفافية

أشرف وزير المالية، لعزیز فايد، الخميس بالجزائر العاصمة، على مراسم تسليم الإعتمادات المالية المخصصة لمختلف الدوائر الوزارية بموجب قانون المالية 2024.

وجرت مراسم تسليم الإعتمادات المحددة في قانون المالية 2024 في إطار ميزانية "تقوم على البرامج و النجاعة"، بحضور الأمناء العامین و الأمرین بالصرف لمختلف القطاعات الوزارية و الإدارات العمومية المعنية وكذا المدراء المركزین بالوزارة و الرؤساء المدراء العامین للمؤسسات العمومية و أعضاء من المجلس الشعبي الوطني و مجلس الأمة . وأوضح الوزير، بهذه المناسبة، أن سنة 2024 ستكون سنة مواصلة الإصلاحات في إطار تعزيز شفافية الجهود العمومية، وتعزيز التسيير القائم على النتيجة بهدف دعم الاقتصاد الوطني.

الملف على طاولة البرلمان الإثني بحضور خبراء وأخصائيين

خطة الإقلاع الاقتصادي.. نواب يحددون أولويات 2024

بعد صدور النصوص التنظيمية للعقار الاقتصادي رسميا في العدد 85 من الجريدة الرسمية، ينظم المجلس الشعبي الوطني الاثنين 8 جانفي، يوما دراسيا حول الإقلاع الاقتصادي والقوى الدافعة له، في ظل تشريعات الاستثمار الجديدة، من اقتراح لجنة الشؤون الاقتصادية والتجارة والتخطيط، بحضور خبراء وأخصائيين وفاعلين في قطاع الاستثمار.

ويتضمن برنامج اليوم الدراسي محاور حول إيجابيات قانون الاستثمار والنصوص التشريعية الجديدة التي أعقبته والتي من شأنها أن تجعل من سنة 2024 سنة الإقلاع الاقتصادي رسميا في الجزائر، وكيفية جذب مستثمرين أجانب، بعد أن تم استكمال مراجعة 7 نصوص قانونية خاصة بالاقتصاد وهي الاستثمار والمناطق الحرة والقانون النقدي والمصرفي والصفقات العمومية والعقار الاقتصادي مع برمجة قريبة لقوانين التأمينات والشراكة بين القطاعين العام والخاص وإعادة تعديل جزئيات في القانون النقدي والمصرفي لحل مشكلة السوق السوداء للعملة الصعبة، ومنح امتيازات جديدة للصيرفة الإسلامية.

تصل إلى 90 بالمائة من قيمة المركبة

تفاصيل قروض تمويل اقتناء السيارات عبر 7 بنوك

تعرض بنوك، عمومية وخاصة، تنشط في مجال الصيرفة الإسلامية بالجزائر، على الزبائن قروضا لتمويل اقتناء السيارات المصنعة محليا، تصل إلى 90 بالمائة من قيمة السيارة، وذلك بعد إعادة بعث نشاط صناعة المركبات في الجزائر، من خلال تدشين مصنع "فيات" ديسمبر الماضي، في انتظار مصانع لعلامات أخرى.

وأوضح رئيس قسم الصيرفة الإسلامية بالقرض الشعبي الجزائري، سفيان مزارى، في تصريح لوكالة الأنباء الجزائرية، أن هذا البنك العمومي يقترح تمويل اقتناء السيارات بصيغة المرابحة، أين تصل نسبة التمويل إلى 80 بالمائة من سعر السيارة، لافتا إلى أن المنتج متوفر على مستوى وكالات البنك.



المديرية العامة للضرائب تنشر بلاغا هاماً

أبلغت المديرية العامة للضرائب كافة مستخدميها أن موقعها الإلكتروني سيكون خارج الخدمة وهذا من أجل القيام بأعمال صيانة.

وجاء في بيان للمديرية ”تنتهي المديرية العامة للضرائب إلى علم كافة مستخدمي الموقع الإلكتروني الرسمي للمديرية mfdgi.gov.dz، أن هذا الأخير سيكون خارج الخدمة وهذا من أجل القيام بأعمال صيانة بالموقع الإلكتروني، تهدف إلى تحسين الخدمات المقدمة إليكم.“



تم رسمياً تسليم الاعتمادات المالية المخصصة لمختلف الدوائر الوزارية

فايد.. قانون المالية لسنة 2024 يهدف للحفاظ على القدرة الشرائية وتوفير مناصب الشغل

أعلن وزير المالية، لعزیز فايد، أن قانون المالية لسنة 2024 يهدف إلى تعزيز قاعدة المنشآت والرفع من ديناميكية التنمية الاجتماعية والاقتصادية والحفاظ على القدرة الشرائية والعدالة الاجتماعية وتوفير مناصب الشغل.

وقال وزير المالية لعزیز فايد، خلال إشرافه على مراسم تسليم الاعتمادات المالية المخصصة لمختلف الدوائر الوزارية بموجب قانون المالية 2024، بحضور الأمناء العامین والأميرين بالصرف لمختلف القطاعات الوزارية والإدارات العمومية المعنية وكذا المدراء المركزيين بالوزارة والرؤساء المدراء العامین للمؤسسات العمومية وأعضاء من المجلس الشعبي الوطني ومجلس الأمة، أن القانون يأتي في إطار ميزانية ”تقوم على البرامج والنجاعة“.

تسليم الاعتمادات المالية لمختلف الدوائر الوزارية.. فايد:

2024 سنة مواصلة الإصلاحات لتعزيز الشفافية



✳ دعم قاعدة المنشآت والرفع من التنمية الاجتماعية والاقتصادية

✳ الحفاظ على القدرة الشرائية وتوفير مناصب الشغل

أكد وزير المالية لعزیز فايد، بالجزائر العاصمة، أن 2024 ستكون سنة مواصلة الإصلاحات في إطار تعزيز شفافية الجهود العمومية وتعزيز التسيير القائم على النتيجة، بهدف دعم الاقتصاد الوطني.

جاء هذا التصريح خلال إشراف الوزير، أول أمس، على مراسم تسليم الاعتمادات المالية المخصصة لمختلف الدوائر الوزارية بموجب قانون المالية 2024، والتي حضرها الأمراء العامون والأمرون بالصرف لمختلف القطاعات الوزارية والإدارات العمومية المعنية وكذا المديرين المركزيين بالوزارة والرؤساء المديرين العامون للمؤسسات العمومية وأعضاء من المجلس الشعبي الوطني ومجلس الأمة.

2024.. سنة الحفاظ على القدرة الشرائية و توفير مناصب الشغل

فايد يسلم الاعتمادات المالية لمختلف الدوائر الوزارية و يؤكد:

2024.. سنة الحفاظ على القدرة الشرائية و توفير مناصب الشغل

تسلمت مختلف الدوائر الوزارية بموجب قانون المالية 2024 الاعتمادات المالية في إطار ميزانية "تقوم على البرامج والنجاعة".

وأشرف وزير المالية لعزیز فايد، على مراسم تسليم الاعتمادات المحددة في قانون المالية 2024 في إطار ميزانية "تقوم على البرامج والنجاعة" بحضور الأمناء العامين والأميرين بالصرف لمختلف القطاعات الوزارية والإدارات العمومية المعنية وكذا المدراء المركزيين بالوزارة والرؤساء المدراء العامين للمؤسسات العمومية وأعضاء من المجلس الشعبي الوطني ومجلس الأمة. وأوضح الوزير بهذه المناسبة أن سنة 2024 ستكون سنة مواصلة الإصلاحات في إطار تعزيز شفافية الجهود العمومية وتعزيز التسيير القائم على النتيجة بهدف دعم الاقتصاد الوطني. كما أشار فايد إلى أن "قانون المالية 2024 يندرج في إطار ظرف يتميز بعودة استقرار الوضعية الاقتصادية الناتجة عن تحسن مؤشرات الاقتصاد الكلي عبر تحسين إيرادات التصدير وتحقيق فائض تجاري".



وزير المالية: 2024 ستكون سنة الشفافية وتعزيز الانتعاش الاقتصادي

04/01/2024

قال وزير المالية لعزیز فايد إن سنة 2024 ستكون سنة مواصلة الإصلاح على مستوى الدولة الجزائرية، فيما يخصص الشفافية وتعزيز الانتعاش الاقتصادي.

وأوضح فايد في كلمته اليوم، خلال إشرافه على عملية توزيع الأغلفة المالية لسنة 2024 على مختلف القطاعات، أن الوزارة تعمل جاهدة من أجل إنجاح هذا الإصلاح الميزانياتي الذي يرسخ مبادئ المالية العمومية.

LAAZIZ FAID, MINISTRE DES FINANCES

«2024 sera l'année de la poursuite des réformes»

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé, jeudi à Alger, la cérémonie de remise des affectations financières allouées au titre de la loi de finances 2024 aux différents départements ministériels.

La cérémonie de remise des affectations fixées par la loi de finances 2024, dans le cadre d'un budget «basé sur des programmes et sur la performance», s'est déroulée en présence des secrétaires généraux et des ordonnateurs des différents secteurs ministériels et administrations publiques concernées ainsi que des directeurs centraux au ministère, des PDG des établissements publics et de membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du Conseil de la nation. Selon le ministre, l'année 2024 sera celle de la poursuite des réformes, dans le cadre du renforcement de la transparence des efforts publics et le renforcement de la gestion basée sur le résultat dans le but de soutenir l'économie nationale. «La LF-2024 s'inscrit dans un contexte caractérisé

par le retour de la stabilité de la situation économique, résultant de l'amélioration des indicateurs macroéconomiques à travers l'amélioration des recettes d'exportation et la réalisation d'un excédent commercial», a souligné M. Faïd. Cette loi vise à renforcer la base des infrastructures, accroître le dynamisme du développement social et économique, préserver le pouvoir d'achat, l'équité sociale et à créer des emplois, a-t-il dit. De plus, la LF-2024 vise à prendre en charge l'impact financier résultant des mesures visant à assurer la sécurité alimentaire et l'approvisionnement en eau potable pour faire face au problème de la pénurie d'eau, promouvoir les investissements et relancer les projets structurants.

NOUVELLES LOIS

Les dépenses budgétaires s'élèveront en 2024, selon la loi de finances, à 15292,47 milliards de dinars pour les autorisations d'engagement et à 15 275,28 milliards pour les crédits de paiement.

M. Faïd a également évoqué les nouvelles lois adoptées lors de l'année écoulée, outre l'entrée en vigueur des dispositions de la loi organique 18-15 et la publication de la loi 23-07 relative aux règles de comptabilité publique et de gestion financière. Il a notamment rappelé l'adoption de la loi de la monnaie et du crédit, la loi relative aux règles générales des marchés publics, la loi définissant les conditions d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat, en plus de la mise en place d'un cadre juridique visant le soutien aux start-up et aux projets innovants des jeunes. En 2023, le ministère des Finances a également mené des actions visant à vulgariser la culture financière à travers le pays, mais aussi des actions visant la généralisation de la numérisation des administrations sous tutelle ainsi que l'inauguration du centre des données du ministère en décembre dernier, a encore rappelé M. Faïd. Des exposés sur les réformes législatives contenues dans la LF-2024 ont été présentés à cette occasion.

Loi de finances 2024

Remise des affectations budgétaires aux ministères

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé, jeudi à Alger, la cérémonie de remise des affectations financières allouées au titre de la loi de finances 2024 aux différents départements ministériels.

La cérémonie de remise des affectations fixées par la loi de finances 2024, dans le cadre d'un budget «basé sur des programmes et sur la performance», s'est déroulée en présence des secrétaires généraux et des ordonnateurs des différents secteurs ministériels et administrations publiques concernées ainsi que des directeurs centraux au ministère, des PDG des établissements publics et de membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du Conseil de la nation.

Selon le ministre, l'année 2024 sera celle de la poursuite des réformes dans le cadre du renforcement de la transparence des efforts publics et le renforcement de la gestion basée sur le résultat dans le but de soutenir l'économie

nationale. «La LF 2024 s'inscrit dans un contexte caractérisé par le retour de la stabilité de la situation économique, résultant de l'amélioration des indicateurs macroéconomiques à travers l'amélioration des recettes d'exportation et la réalisation d'un excédent commercial», a souligné M. Faïd.

Cette loi vise à renforcer la base des infrastructures et à accroître le dynamisme du développement social et économique, à préserver le pouvoir d'achat, l'équité sociale et à créer des emplois, a-t-il dit.

De plus, la LF 2024 vise à prendre en charge l'impact financier résultant des mesures visant à assurer la sécurité alimentaire et l'approvisionnement en eau potable pour faire face au problème de la pénurie d'eau, promouvoir les investissements et relancer les projets structurants. Les dépenses budgétaires s'élèveront en 2024, selon la loi de finances, à 15.292,47 milliards de DA pour les autorisations d'enga-

gement et à 15.275,28 milliards de DA pour les crédits de paiement.

M. Faïd a également évoqué les nouvelles lois adoptées lors de l'année écoulée, outre l'entrée en vigueur des dispositions de la loi organique 18-15 et la publication de la loi 23-07 relative aux règles de comptabilité publique et de gestion financière.

Il a notamment rappelé l'adoption de la loi de la monnaie et du crédit, la loi relative aux règles générales des marchés publics, la loi définissant les conditions d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat, en plus de la mise en place d'un cadre juridique visant le soutien aux startups et aux projets innovants des jeunes.

En 2023, le ministère des Finances a également mené des actions visant à vulgariser la culture financière à travers le pays, mais aussi des actions visant la généralisation de la numérisation des administrations sous tutelle ain-



si que l'inauguration du centre des données du ministère en décembre dernier, a encore rappelé M. Faïd. Des exposés sur les réformes législatives contenues dans la LF 2024 ont été présentés à cette occasion.

SECTEUR DES FINANCES 2024, l'année des réformes profondes

Le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a affirmé que l'année 2024 sera celle de la poursuite des réformes dans le cadre du renforcement de la transparence des efforts publics et le renforcement de la gestion basée sur le résultat dans le but de soutenir l'économie nationale.

Selon Faïd, la LF 2024 s'inscrit dans un contexte caractérisé par le retour de la stabilité de la situation économique, résultant de l'amélioration des indicateurs macroéconomiques à travers l'amélioration des recettes d'exportation et la réalisation d'un excédent commercial. Cette loi vise à renforcer la base des infrastructures et à accroître le dynamisme du développement social et économique, à préserver le pouvoir d'achat, l'équité sociale et à créer des emplois, a-t-il dit.

De plus, la LF 2024 vise à prendre en charge l'impact financier résultant des mesures visant à assurer la sécurité alimentaire et l'approvisionnement en eau potable pour faire face au problème de la pénurie d'eau, promouvoir les investissements et relancer les projets structurants. Les dépenses budgétaires s'élèveront en 2024, selon la loi de Finances, à 15 292,47 milliards de DA pour les autorisations d'engagement et à 15 275,28 milliards de DA pour les crédits de paiement.

Faïd a également évoqué les nouvelles lois adoptées lors de l'année écoulée, outre l'entrée en vigueur des dispositions de la loi organique 18-15 et la publication de la loi 23-07 relative aux règles de comptabilité publique et de gestion financière. Il a notamment rappelé l'adoption de la loi de la monnaie et du crédit, la loi relative aux règles générales des marchés publics, la loi définissant les conditions d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'État, en plus de la mise en place d'un cadre juridique visant le soutien aux startup et aux projets innovants des Jeunes. En 2023, le ministère des Finances a également mené des actions visant à vulgariser la culture financière à travers le pays, mais aussi des actions visant la généralisation de la numérisation des administrations sous tutelle ainsi que l'inauguration du centre des données du ministère en décembre dernier, a encore rappelé Faïd.

Ania Nch.

LUTTE CONTRE L'INFLATION

Les mesures fortes du gouvernement

Les ménages algériens ont enduré une lourde et longue séquence sur leurs budgets en 2023. Un fait qu'illustre l'indice des prix à la consommation (IPC) du mois de novembre publié par l'Office national des statistiques (ONS) dans sa toute dernière livraison où il est dit que, au mois de novembre 2023 par rapport au mois précédent, l'indice général des prix à la consommation, au niveau national, enregistre une hausse de 0,3% et 0,5% dans la capitale.

L'ONS a indiqué dans son dernier bulletin que le rythme d'inflation annuel, allant de novembre 2022 à novembre 2023, a atteint un taux de +9,4%. Quant à la variation des prix à la consommation en novembre dernier, par rapport au même mois en 2022, elle a atteint 8,9%. Toujours en novembre, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 1,2% par rapport au mois précédent, indique encore l'institution. La tendance à la hausse (+0,5%) observée à Alger, intervient

reste des produits ont progressé, notamment la viande de poulet (+15,8%), la pomme de terre (+12,7%) et les poissons (+12,4%). En revanche, les prix des biens alimentaires industriels révèlent une légère baisse de 0,1%, est-il affirmé dans le bulletin mensuel de l'ONS.

L'évolution des prix des biens alimentaires montre qu'il y a eu une hausse modérée de 0,2% en novembre 2023 par rapport au mois précédent qui a été marqué par une baisse de 1,2%. Ce résultat (+0,2%) est



Photo : DPA

Des hausses à tout-va qui justifient que le gouvernement mette la lutte contre la hausse des prix et l'inflation parmi les grandes priorités de cette année.

après une baisse de 0,5% relevée au mois précédent. L'ensemble des catégories de produits a contribué à ce résultat, explique l'ONS dont le constat établit que les prix des biens alimentaires enregistrent une augmentation de 0,2%, expliquée essentiellement par la hausse des prix des produits agricoles frais qui affichent un taux de +0,5%. «Hormis les légumes qui se distinguent par une baisse de plus de 17,4%, les prix du

induit par l'augmentation des prix des produits agricoles frais (+0,5%). En parallèle, il a été constaté que les prix des produits alimentaires industriels ont affiché une faible baisse de 0,1% induite essentiellement par le recul des prix des légumes secs (-3,4%).

Le constat de l'ONS est que, en novembre 2023 par rapport à novembre 2022, l'évolution globale des prix des biens alimentaires donne le tour-

nis. En effet, les biens alimentaires ont enregistré une variation de +12,3%, les prix des produits agricoles frais en hausse de 19,5%, avec un taux de +56,5% pour la viande de poulet et +27,6% pour la viande et abats de mouton. Idem pour les prix des produits alimentaires industriels qui enregistrent une augmentation de +4,9%, avec un taux de +18,2% pour le café, le thé et l'infusion. Pour les produits manufacturés non alimentaires et les services, en novembre 2023 par rapport au mois précédent, les prix des produits manufacturés et les services ont enregistré des hausses respectives de 0,9% et 0,5%.

En novembre 2023 et par rapport au même mois de l'année 2022, la variation des prix des produits manufacturés est de +7,1%, celle des services est de +3,4%. Des hausses à

tout-va qui justifient que le gouvernement mette la lutte contre la hausse des prix et l'inflation parmi les grandes priorités de cette année. Ceci, à travers la prise de décisions fortes pour booster l'investissement à travers des allègements sur la fiscalité énoncées dans la loi de finances

entreprises locales répondront par une augmentation de la production. En tous les cas, des mesures qui devraient suivre le mouvement constaté à travers le monde comme le relève le dernier bulletin d'information de l'Organisation onusienne pour l'agriculture et l'alimentation (FAO),

Ceci, à travers la prise de décisions fortes pour booster l'investissement à travers des allègements sur la fiscalité énoncées dans la loi de finances 2024.

2024, donc de quoi espérer une augmentation de la production locale qui, elle, fera que la disponibilité des biens et produits rejaillira sur les prix. Ceci en plus de l'augmentation des salaires qui, pour sa part, devrait favoriser la demande à laquelle les

publié hier, et dans lequel il est dit que les prix mondiaux des denrées alimentaires ont baissé de 13,7% en 2023 par rapport à l'année précédente, avec un repli marqué pour les huiles végétales et les céréales.

Azedine Maktour

COMMENTAIRE

LE TOURNANT

Par Ouali Mouterfi

L'année 2024 sera particulière dans la vie du pays. Sur le plan économique, d'abord, par la somme colossale prévue à la dépense par la loi de finances. Avec 113 milliards de dollars, c'est le budget le plus important de l'histoire de l'Algérie. Bien évidemment, ce n'est pas pour faire riche. L'objectif est de soutenir le niveau de vie des citoyens à travers le relèvement des salaires et des différents transferts sociaux, mais surtout de booster, en augmentant les investissements productifs et en réduisant la charge fiscale sur les entreprises, une croissance jusqu'ici assez molle. Il est ainsi attendu que celle-ci se hisse à 4,2% cette année et qu'elle se maintienne aux alentours des 4% les deux années suivantes. Singulièrement, cette croissance sera tirée, est-il attendu, par la performance de tous les

secteurs, et non plus par les seuls hydrocarbures, comme il était de coutume. C'est un indicateur suffisamment éloquent des progrès que l'Algérie a accomplis concernant la diversification de son économie durant le mandat du président Abdelmadjid Tebboune. Les observateurs notent, justement, que les retombées positives du nouveau code de l'investissement, dont les dispositions n'imposent plus aux investisseurs étrangers un partenaire algérien ni de taux de participation maximal au capital et les rassurent quant à la stabilité de la législation en la matière sur la durée. C'est d'ailleurs l'une des raisons qui a gonflé le portefeuille des projets de l'Agence de promotion des investissements. Pour les entrepreneurs algériens, l'engouement est d'autant plus perceptible qu'ils ont été mis en confiance, grâce à la décision prise par le chef de l'Etat de lever les contraintes sur des projets réalisés mais bloqués des années durant par d'inqualifiables comportements bureaucratiques. Un coup

gagnant qui a permis à l'Algérie de créer des milliers d'emplois et de donner du pouvoir d'achat à de nombreux citoyens. Il faut dire que l'Algérie a changé de paradigme en matière de politique de développement. A titre d'illustration de ce changement qualitatif, l'Algérie réalise du rail, mais c'est pour mettre en valeur des ressources minières (fer, phosphates...) et ouvrir la voie à ses exportations vers l'Afrique pour la conquête de marchés dans le cadre de sa politique de diversification de ses sources de revenus extérieurs, qui commence d'ailleurs à porter ses fruits sachant que les exportations hors hydrocarbures ont été estimées à 11 milliards de dollars l'an dernier et qu'il est attendu qu'elles s'élèvent à 13 ou 15 milliards la présente année. L'année 2024 sera aussi importante sur le plan de la législation puisque les codes communal et de wilaya seront au menu des députés qui auront aussi à plancher sur les lois sur les associations et les partis politiques.

■ O. M.

أشرف على مراسم تسليم الاعتمادات المالية لـ مختلف الدوائر الوزارية.. فايد: 2024.. سنة مواصلة الإصلاحات في إطار تعزيز شفافية

■ استقرار الوضعية الاقتصادية ناتج عن تحسن مؤشرات الاقتصاد الكلي
■ الحفاظ على القدرة الشرائية والعدالة الاجتماعية وتوفير مناصب الشغل



أشرف وزير المالية لعزیز فايد، الخميس بالجزائر العاصمة، على مراسم تسليم الاعتمادات المالية المخصصة لـ مختلف الدوائر الوزارية بموجب قانون المالية 2024.

جرت مراسم تسليم الاعتمادات المحددة في قانون المالية 2024 في إطار ميزانية «تقوم على البرامج والنجاحة»، بحضور الأمناء العامين والأميرين بالصرف لمختلف القطاعات الوزارية والإدارات العمومية المعنية وكذا المدراء المركزيين بالوزارة والرؤساء المدراء العامين للمؤسسات العمومية وأعضاء من المجلس الشعبي الوطني ومجلس الأمة.

وأوضح الوزير بهذه المناسبة أن سنة 2024 ستكون سنة مواصلة الإصلاحات في إطار تعزيز شفافية الجهود العمومية وتعزيز التسيير القائم على النتيجة بهدف دعم الاقتصاد الوطني.

كما أشار فايد إلى أن «قانون المالية 2024 يندرج في إطار ظرف يتميز بعودة استقرار الوضعية الاقتصادية الناتجة عن تحسن مؤشرات الاقتصاد الكلي عبر تحسين إيرادات التصدير وتحقيق فائض تجاري».

وأضاف الوزير أن هذا القانون يهدف إلى تعزيز قاعدة المنشآت والرفع من ديناميكية التنمية الاجتماعية والاقتصادية والحفاظ على القدرة الشرائية والعدالة الاجتماعية وتوفير مناصب الشغل.

فضلا عن ذلك - يضيف فايد- فإن قانون المالية 2024 يهدف إلى التكفل بالأثار المالية الناتجة عن الإجراءات الرامية إلى ضمان

قانون النقد والقروض والقانون المتعلق بالقواعد العامة للصفقات العمومية والقانون المحدد لشروط منح العقار الاقتصادي التابع للأموال الخاصة بالدولة، فضلا عن وضع إطار قانوني يرمي إلى دعم المؤسسات الناشئة والمشاريع المبتكرة للشباب.

وتابع يقول، إن وزارة المالية قد قامت أيضا سنة 2023 بأعمال تهدف إلى نشر الثقافة المالية عبر البلاد وكذلك أعمال ترمي إلى تعميم رقمنة الإدارات تحت الوصاية، فضلا عن تدشين مركز المعطيات التابع للوزارة في شهر ديسمبر الأخير.

كما تم بهذه المناسبة تقديم عروض حول الإصلاحات التشريعية المتضمنة في قانون المالية 2024.

الأمن الغذائي والتمويل بالماء الصالح للشرب لمواجهة مشكل شح المياه وترقية الاستثمارات وبعث المشاريع المهيكلة.

كما أكد أن نفقات الميزانية سترتفع في سنة 2024 بموجب قانون المالية إلى 15.292.47 مليار دج بالنسبة لتراخيص الالتزام و15.275.28 مليار دج بالنسبة لاعتمادات الدفع.

كما أشار فايد إلى القوانين الجديدة التي تم اعتمادها خلال السنة المنقضية، فضلا عن بدء سريان مفعول أحكام القانون العضوي 15-18 وإصدار قانون 07-23 المتعلق بقواعد المحاسبة العمومية والتسيير المالي.

ونكر في هذا الخصوص، بالمصادقة على

الاقتصادية الاولى

07/01/2024

فايد يسلم الاعتمادات المالية لمختلف الدوائر الوزارية ويؤكد:

2024 سنة مواصلة الإصلاحات ودعم الاقتصاد الوطني



على قانون النقد والقرض والقانون المتعلق بالقرضات العامة للصفقات العمومية والقانون المحدد لشروط منح العقار الاقتصادي التابع للأحكام الخاصة بالدولة، فضلا عن وضع اطار قانوني يرمي إلى دعم المؤسسات الناشئة والمشاريع المبتكرة للشباب. وأشار فايد إلى أن وزارة تهدف قامت أيضا سنة 2023 بأعمال تهدف إلى نشر الثقافة المالية عبر البلاد و كذلك أعمال ترمي إلى تعميم رقمنة الإدارات تحت الوصاية، فضلا عن تشييد مركز المعطيات التابع للوزارة في شهر ديسمبر الأخير، كما تم بهذه المناسبة تقديم عروض حول الإصلاحات التشريعية المتضمنة في قانون المالية 2024.

بالأثر المالية الناتجة عن الإجراءات الرامية إلى ضمان الأمن الغذائي و التسوين بالماء الصالح للشرب لمواجهة مشكل شح المياه وترقية الاستثمارات وبعث المشاريع الميكلية. كما أكد أن نفقات الميزانية ستترفع في سنة 2024 بموجب قانون المالية إلى 15292.47 مليار دج بالنسبة لتراخيص الالتزام و15275.28 مليار دج بالنسبة لاعتدات الدفع، مشيرا إلى القوانين الجديدة التي تم اعتمادها خلال السنة المنقضية، فضلا عن بدء سريان مفعول أحكام القانون العضوي 15-18 وإصدار قانون 23-07 المتعلق بقواعد المحاسبة العمومية والتسيير المالي. ونكر في هذا الخصوص، بالمصادقة

أكد وزير المالية لعزیز فايد أن سنة 2024 ستكون سنة مواصلة الإصلاحات في إطار تعزيز شفافية الجهود العمومية وتعزيز التسيير القائم على النتيجة بهدف دعم الاقتصاد الوطني، مشيرا إلى أن قانون المالية 2024 يندرج في إطار ظرف يتميز بعودة استقرار الوضعية الاقتصادية الناتجة عن تحسن مؤشرات الاقتصاد الكلي عبر تحسين إيرادات التصدير وتحقيق فائض تجاري.

المالية 2024 يندرج في إطار ظرف يتميز بعودة استقرار الوضعية الاقتصادية الناتجة عن تحسن مؤشرات الاقتصاد الكلي عبر تحسين إيرادات التصدير وتحقيق فائض تجاري. وأضاف الوزير أن هذا القانون يهدف إلى تعزيز قاعدة المنشآت والرفع من ديناميكية التنمية الاجتماعية والاقتصادية والحفاظ على القدرة الشرائية والعدالة الاجتماعية وتوفير مناصب الشغل، مؤكدا أن قانون المالية 2024 يهدف إلى التقليل

الوزارية والإدارات العمومية المعنية وكذا المدراء المركزيين بالوزارة والرؤساء المدراء العاملين للمؤسسات العمومية وأعضاء من المجلس الشعبي الوطني ومجلس الأمة. وأوضح الوزير بهذه المناسبة أن سنة 2024 ستكون سنة مواصلة الإصلاحات في إطار تعزيز شفافية الجهود العمومية وتعزيز التسيير القائم على النتيجة بهدف دعم الاقتصاد الوطني، مشيرا إلى أن قانون

■ محمد س. أشرف وزير المالية لعزیز فايد، الخميس الماضي، على مراسم تسليم الاعتمادات المالية المخصصة لمختلف الدوائر الوزارية بموجب قانون المالية 2024، حيث جرى مراسم تسليم الاعتمادات المحددة في قانون المالية 2024 في إطار ميزانية تقوم على البرامج والنجاحة بحضور الأمناء العامين والأميرين بالصرف لمختلف القطاعات

2024 ستكون سنة تعزيز الشفافية

وزير المالية، لعزیز فايد،

□ تسليم الاعتمادات المالية لمختلف الدوائر الوزارية

بالقواعد العامة للصفقات العمومية والقانون المحدد لشروط منح العقار الاقتصادي التابع للأموال الخاصة بالدولة، فضلا عن وضع اطار قانوني يرمي الى دعم المؤسسات الناشئة والمشاريع المبتكرة للشباب.

وتابع يقول إن وزارة المالية قد قامت أيضا سنة 2023 بأعمال تهدف الى نشر الثقافة المالية عبر البلاد، وكذلك أعمال ترمي الى تعميم رقمنة الإدارات تحت الوصاية، فضلا عن تدشين مركز المعطيات التابع للوزارة في شهر ديسمبر الأخير.

كما تم بهذه المناسبة تقديم عروض حول الإصلاحات التشريعية المتضمنة في قانون المالية 2024.

نصيرة سيد علي

الأمن الغذائي والتموين بالماء الصالح للشرب لمواجهة مشكل شح المياه وترقية الاستثمارات وبعث المشاريع الهيكلية، كما أكد أن نفقات الميزانية سترتفع في سنة 2024 بموجب قانون المالية الى 15.292,47 مليار دج بالنسبة لتراخيص الالتزام و15.275,28 مليار دج بالنسبة لاعتمادات الدفع.

كما أشار فايد الى القوانين الجديدة التي تم اعتمادها خلال السنة المنقضية، فضلا عن بدء سريان مفعول احكام القانون العضوي 18-15 واصدار قانون 23-07 المتعلق بقواعد المحاسبة العمومية والتسيير المالي.

وذكر في هذا الخصوص، بالمصادقة على قانون النقد والقرض والقانون المتعلق

تعزيز شفافية الجهود العمومية وتعزيز التسيير القائم على النتيجة بهدف دعم الاقتصاد الوطني،

كما أشار فايد الى أن "قانون المالية 2024 يندرج في إطار ظرف يتميز بعودة استقرار الوضعية الاقتصادية الناتجة عن تحسن مؤشرات الاقتصاد الكلي عبر تحسين إيرادات التصدير وتحقيق فائض تجاري".

وأضاف الوزير ان هذا القانون يهدف الى تعزيز قاعدة المنشآت والرفع من ديناميكية التنمية الاجتماعية والاقتصادية والحفاظ على القدرة الشرائية والعدالة الاجتماعية وتوفير مناصب الشغل، فضلا عن ذلك -يضيف فايد- فإن قانون المالية 2024 يهدف الى التكفل بالآثار المالية الناتجة عن الإجراءات الرامية الى ضمان

أشرف وزير المالية، لعزیز فايد، نهاية الأسبوع بالجزائر العاصمة، على مراسم تسليم الاعتمادات المالية المخصصة لمختلف الدوائر الوزارية بموجب قانون المالية 2024.

وجرت مراسم تسليم الاعتمادات المحددة في قانون المالية 2024 في إطار ميزانية "تقوم على البرامج والنجاعة" بحضور الأمناء العامین والأمرین بالصرف لمختلف القطاعات الوزارية والإدارات العمومية المعنية، وكذا المديرين المركزيين بالوزارة والرؤساء المديرين العامین للمؤسسات العمومية وأعضاء من المجلس الشعبي الوطني ومجلس الأمة.

وأوضح الوزير بهذه المناسبة ان سنة 2024 ستكون سنة مواصلة الإصلاحات في اطار



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger